



SNUDI FO

Section de Lot et Garonne

9-11 rue des frères Magen – BP 60232 – 47006 AGEN CEDEX 6
Tél : 05 53 47 24 72 | snudi47@fo-snudi.fr | <http://snudifo47.net>

Syndicat des Instituteurs, Professeurs des Écoles, EVS et AVS

Grève le jeudi 28 mars

Les fédérations FO, CGT, SUD et CNT appellent à la grève nationale ce jeudi 28 mars pour exiger l'abandon de la réforme Peillon et le retrait du décret sur les rythmes scolaires.

Le ministre n'a pas répondu à la grève d'avertissement du 12 février, il maintient ses projets : l'heure est à la construction du rapport de force nécessaire pour le faire reculer.

L'UNSA et la CFDT sont les premiers soutiens du ministre et ne s'associent pas.

La FSU s'enferme dans ses contradictions : elle ne veut pas de cette réforme, mais elle veut une « bonne » réforme, donc elle refuse d'en demander l'abandon... La loi étant discutée en ce moment à l'assemblée, il faudra nous expliquer comment on peut rediscuter une loi sans en demander l'abandon au préalable ! En tout cas la FSU ne s'associe pas à l'appel des 4 fédérations et préfère manifester un samedi à Paris pour demander une « bonne » réforme. Comme elle demandait une « bonne » aide personnalisée ou une « bonne » masterisation...

Chacun prend donc ses responsabilités et les collègues jugeront.

Il est en tout cas très dommage, alors qu'une grande majorité refuse les projets Peillon de régionalisation / territorialisation, de ne pas répondre unitairement à cette demande.

Ce qui est au cœur de cette réforme, ce n'est pas « le bien de l'enfant », c'est la régionalisation et la territorialisation de l'éducation nationale avec la mise en place du Projet Éducatif Territorial (PEDT).

Le **PEDT** est au centre de l'organisation de l'école, ce sont les communes qui décident seules de son contenu. Chaque jour, les enseignants vont constater les aggravations de nos conditions de travail et la remise en cause de nos droits statutaires qui résultent de la loi de refondation et du décret de modification des rythmes scolaires.

Et ce n'est qu'un début car de nombreuses dispositions de la loi seront modifiées par décret après son vote (composition du conseil d'école, obligations de service, implication dans le cadre du PEDT, durée des vacances scolaires...).

La multitude des dispositifs annoncés pour la rentrée prochaine vont ajouter à la désorganisation de l'enseignement, ils vont multiplier les tensions et les résultats seront à l'inverse de ce qui est souhaité.

L'Éducation nationale n'a pas besoin de ces dispositifs.

FO revendique, FO propose : il faut au contraire améliorer les conditions de travail et de salaires des enseignants. Il faut baisser le nombre d'élèves par classe, il faut recruter des enseignants formés, avec un statut et des missions précises (RASED, remplaçants...), il faut des classes homogènes avec des programmes annuels nationaux adaptés. Entre autres...

C'est pourquoi FO exige l'abandon des projets Peillon, des décrets Darcos, pour ouvrir de réelles négociations sur les revendications légitimes et concrètes des enseignants.